



Thilo SARRAZIN

*Deutschland schafft sich ab.
Wie wir unser Land aufs Spiel setzen.*

Deutsche Verlags-Anstalt
Munich, 2010 (5^{ème} édition), 464 pages
ISBN 978-3-421-04430-3

Le *bestseller* politique 2010

– Commentaire de l'ouvrage –

Voilà le *bestseller* politique de la fin de l'été 2010, et source de polémique en Allemagne. Présenté à la fin août, le livre comptait déjà 14 éditions quatre mois plus tard. Dans les dernières éditions, quelques passages considérés comme litigieux ont été légèrement reformulés ou supprimés. Nous nous basons ici sur la 5^{ème} édition, donc sur le texte qui avait nourri les débats (voir également sur ce site l'analyse « *Une polémique symptomatique des évolutions du débat médiatique en Allemagne* »).

L'auteur de cet essai sur une 'question de société' est connu pour ses formules choc. Thilo Sarrazin, économiste et historien de l'économie, membre du parti SPD, a fait une longue carrière au ministère fédéral des Finances (1975-1990) où il fut notamment en charge de l'union monétaire. Ministre des Finances (*Finanzsenator*) du Land de Berlin de 2002 à 2009, il entreprit d'en réduire le gigantesque déficit¹. Thilo Sarrazin fut ensuite nommé au directoire de la Bundesbank, poste dont il démissionna à l'été 2010 à la suite de la polémique déclenchée autour de son ouvrage.

Le titre est délibérément provocateur. Généralement présenté dans la presse française sous la forme « *L'Allemagne court à sa perte* », il conviendrait plutôt de le traduire littéralement par : « *L'Allemagne s'auto-détruit. Comment nous mettons en danger notre pays* ».

Malgré les apparences, il s'agit toutefois d'un essai solide, factuel et richement documenté qui s'insère dans cette longue lignée d'ouvrages qui paraissent régulièrement outre-Rhin et se préoccupent de l'avenir de la compétitivité du modèle économique et social allemand. Ces ouvrages d'experts présentent toujours une critique constructive des dysfonctionnements constatés. Ecrits le plus souvent dans un langage compréhensible d'un large public, et amplement médiatisés, ils défrayent généralement la chronique. Un des derniers en date à avoir connu une semblable médiatisation est par exemple ce *Can Germany be saved ?* du président de l'Institut ifo de Munich, Hans-Werner Sinn, dont l'édition allemande était sortie en 2003, alors que l'économie allemande faisait figure de « lanterne rouge de l'Europe » (voir sur ce site le commentaire de l'ouvrage : « *Pourquoi l'Allemagne va mieux mais n'est pas encore guérie* »)².

Mais alors qu'on reprochait au Professeur Hans-Werner Sinn de se livrer à de la vulgarisation, on reproche plutôt implicitement à Thilo Sarrazin son 'parler vrai' ; la forte adhésion de l'opinion à sa critique d'une certaine forme d'immigration lui a attiré le qualificatif de « populiste ». Ses détracteurs le taxant de « raciste », un reproche particulièrement grave en Allemagne. Une violente polémique s'était alors déchaînée à la fin de l'été.

Mais « 100 jours après », comme le formulait le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ.NET, 01-12-2010), la tempête s'est calmée, et la polémique a cédé la place à une discussion plus sereine où dominent les arguments factuels et non plus les invectives ou les 'petites phrases'. C'est essentiellement sur ces dernières en effet que se focalisaient les critiques les plus virulentes. Or, il faut le rappeler, elles avaient été prononcées par Thilo Sarrazin lors d'interviews ou de débats télévisés. Au plus fort de la polémique ne circulaient encore de l'ouvrage que quelques belles feuilles, et certaines citations, isolées de leur contexte. Formulées à l'emporte-pièce, elles ont elles aussi défrayé la chronique.

Pourtant, à la lecture attentive de l'essai, les passages incriminés se révèlent plus souvent maladroits que choquants. Ils se résument généralement à la tentative de condenser dans une formulation simple et intelligible le cheminement complexe d'une pensée qui tente d'appréhender des corrélations rarement présentées hors des enceintes de disciplines scientifiques hautement spécialisées et s'aventure dans des domaines de spécialité qui ne sont pas les siens. Parfois aussi, désireux de donner à réfléchir et conscient que l'émotion est alors le déclencheur le plus adéquat, Thilo Sarrazin cède aux délices d'un humour au vitriol. Et à ceux de la provocation, condition *sine qua non* dans une société aussi largement médiatisée que l'Allemagne, pour générer un vaste débat public sur une question de fond qui ne préoccupait jusqu'ici que quelques experts...

Quel avenir pour le modèle de société allemand, base de la compétitivité allemande ?

L'essai de Thilo Sarrazin paraît alors que l'Allemagne s'est hissée à la place du « *bon élève de l'Europe* » au sortir de la crise financière et économique mondiale et que l'opinion publique tire quelque fierté des efforts accomplis. En 8 chapitres (auquel s'en ajoute un neuvième, présentant deux scénarii de politique-fiction écrits sur un mode féroce et satirique, exercice très prisé en Allemagne), il passe en revue les principales évolutions de la société allemande comme des politiques (éducative, sociale, familiale, d'intégration...) qui les génèrent ou les accompagnent.

Le cœur de son propos est celui-ci : l'unique ressource naturelle de l'Allemagne résidant dans la qualification de ses habitants et leur aptitude à innover, comment faire en sorte d'assurer l'avenir de cet atout, alors même que le vieillissement démographique est accéléré par une natalité stagnante, que le niveau de compétences de la population outre-Rhin se situe tout juste dans la moyenne des pays de l'OCDE, que la maîtrise des *basic skills* (savoir lire un texte en le comprenant, savoir compter) recule en comparaison internationale, ainsi que le révèlent entre autres les études PISA de l'OCDE, et que le lien social se distend de plus en plus ?

En huit chapitres donc, l'auteur propose une anamnèse, puis une thérapie pour préserver un modèle de société gage de prospérité et d'équité des chances. Car ce modèle et les valeurs qui le fondent, il le rappelle d'entrée, a permis à l'Allemagne de résister sans grands dommages à quatre chocs majeurs : les crises économiques de 1966/67, 1974/75, 1981/82 puis 2008/09.

Mais contrairement aux autres essais se penchant sur l'avenir de la compétitivité allemande, celui de Thilo Sarrazin ne prend pas pour seul objet l'évolution des indicateurs macro-économiques ni non plus, du moins en tant que telle, l'hypertrophie de l'Etat social sur laquelle se concentrait par exemple l'analyse de Hans-Werner Sinn. Ces deux aspects sont en effet abondamment étudiés outre-Rhin, même si leurs analyses ne sont pas toujours consensuelles. Thilo Sarrazin a donc choisi plutôt de se pencher avant tout sur l'état de la société allemande et de sa population.

Car c'est là que le bât blesse sous les apparences de performance économique, explique-t-il dans son **introduction** : « *un pays est ce qu'il est grâce à ses habitants et à la vivacité de leurs traditions intellectuelles et culturelles. Sans ces êtres humains, il ne serait qu'une simple désignation géographique* » (p. 7). Or l'évolution au cours des 40 dernières années a mené à « *une perte de substance de la société qui menace notre avenir* » (p. 16), explique l'auteur, qui identifie quatre complexes thématiques dont l'interaction mène à une série de dysfonctionnements : les mutations démographiques, le caractère déresponsabilisant d'un Etat social trop généreux et n'exigeant guère de contrepartie, les mutations observées dans la socialisation et l'évolution des valeurs, ainsi que la structure de la population immigrée.

Le premier chapitre, intitulé « **Etat et société. Une esquisse historique** », pose la problématique de l'évolution des sociétés humaines au fil de l'Histoire, avec en filigrane la question de la nature humaine, soumise à une double évolution biologique et culturelle ; cette dernière est déterminante, puisqu'elle est à l'origine des formes d'organisation des diverses sociétés et de leur légitimation. Le Siècle des Lumières a ainsi transformé l'Occident où la légitimité de l'Etat ne repose plus sur la religion, mais sur le catalogue des droits de l'Homme, rappelle Thilo Sarrazin. Et il pose alors la question centrale, à savoir si « *les conditions cadre de la société que nous nous sommes données sur la base de la prospérité acquise ne sont pas en mesure aussi de mettre en danger cette prospérité puisque les mentalités et aptitudes spécifiques qui étaient à l'origine de ce saut évolutif de l'Europe... sont aujourd'hui menacées par les conditions particulières qu'ont généré à leur tour la prospérité et l'Etat social* » (p. 32). Or « *les économies, les sociétés et les Etats sont d'autant plus performants que leur population est travailleuse, instruite, empreinte d'esprit d'entreprendre et intelligente* ». Ce fut longtemps le cas de l'Allemagne, mais « *de nombreux indicateurs incitent à penser que l'Allemagne recule* » (p. 34) dans le palmarès mondial...

Le deuxième chapitre (« Un regard dans l'avenir. Réalités et monde idéal ») en donne la principale raison : si la croissance allemande atteint désormais ses limites, c'est que « *la quantité comme la qualité des actifs suscitent l'inquiétude* ». La qualité résulte de l'évolution démographique, de l'immigration et du taux d'activité. La qualité, de la socialisation, du niveau d'éducation, de la pyramide des âges, ainsi que, le cas échéant, de la socialisation et du niveau d'éducation des immigrés (p. 35). On trouvera dans ce chapitre de nombreux tableaux chiffrés livrant des comparaisons internationales sur le PIB par habitant, les coûts salariaux horaires dans l'industrie, le volume des heures travaillées ou l'évolution de la productivité. Et il se termine par une critique argumentée du Deuxième rapport sur la soutenabilité des finances publiques (*Zweiter Bericht zur Tragfähigkeit der öffentlichen Finanzen*) présenté en juin 2008 par le ministère fédéral des Finances, que Thilo Sarrazin considère comme trop optimiste au vu notamment de l'évolution des retraites.

Le troisième chapitre (« Signes de déclin. Un état des lieux ») a pour objet les implications du vieillissement démographique et d'une fragmentation croissante de la société sur une économie insérée dans un partage mondial du travail en perpétuelle évolution. L'Allemagne est encore en pointe dans l'économie mondiale, mais le rattrapage des économies émergentes est rapide. Or l'innovation technologique requise en permanence pour rester en tête est le fait de l'Homme. Comment faire, donc, pour satisfaire dans un proche avenir (d'ici 2050 au plus tard) à une demande de main d'œuvre hautement qualifiée ? Sachant qu'un quart des actifs voit ses qualifications frappées d'obsolescence de plus en plus rapidement sous l'effet des mutations de l'activité. Et sachant que ce qui

commence à manquer le plus cruellement outre-Rhin, ce sont les compétences en sciences, et tout particulièrement en mathématiques.

Une critique en règle de la politique d'immigration menée jusqu'ici par l'Allemagne

Face à ce problème amplement discuté en Allemagne, les experts et responsables politiques préconisent d'habitude de combler ce manque grâce à l'immigration. Or cette préconisation relève du vœu pieux, explique Thilo Sarrazin : « *malheureusement, les Indiens et les Chinois hautement qualifiés ne se ruent pas sur le marché allemand ... Depuis longtemps déjà, l'allemand ne joue plus aucun rôle comme langue économique. En règle générale, les seuls Chinois étudiant en Allemagne sont donc ceux dont le profil est insuffisant pour les universités d'élite américaines. Mais il y a plus déterminant : la politique allemande d'immigration de ces dernières décennies n'a pas attiré les personnes les plus efficaces des peuples étrangers, mais avant tout des ruraux issus de sociétés archaïques, et qui, dans leurs pays d'origine, se situent au bas de l'échelle sociale et de celle des qualifications* » (p. 58).

Chiffres et graphiques à l'appui, l'auteur nous esquisse ensuite les diverses strates de la population immigrée ou d'origine immigrée dans un précieux résumé pour quiconque cherche l'interprétation des données brutes sur le degré de métissage de la population outre-Rhin telles que les fournit l'Office fédéral des Statistiques³. Ces pages constituent un passage clef de l'ouvrage.

La première vague d'immigration voit arriver en Allemagne dans les années soixante Italiens, Grecs, Espagnols et Portugais ; ces « travailleurs invités » (*Gastarbeiter*) sont aujourd'hui assimilés, ou alors ils sont retournés au pays. La deuxième grande vague fut l'arrivée des Européens de l'Est et des Allemands rapatriés (*Aussiedler et Spätaussiedler*) ; ils ont rapidement maîtrisé la langue allemande et se sont intégrés. Une troisième vague, toujours en cours, est l'immigration de ressortissants des pays d'Asie du Sud-Est et d'Indiens ; ils ne connaissent pas de problèmes d'adaptation, et « *leurs enfants comptent parmi les meilleurs écoliers* », surclassant même souvent les Allemands (p. 59). Il n'en va pas de même de ceux qui viennent d'Afrique, pour demander l'asile politique ou pour des raisons économiques : très faiblement qualifiés, ils occupent en Allemagne les emplois les moins qualifiés ou gagnent leur vie dans l'économie souterraine.

Le dernier groupe enfin est celui qui « *constitue le cœur du problème de l'intégration* » : il se compose de ressortissants de l'ex-Yougoslavie, de la Turquie et des pays arabes. « *Il n'y a aucune raison discernable permettant d'expliquer pourquoi leur sort serait plus dur que celui des autres immigrés. Leurs difficultés dans le système scolaire, sur le marché du travail et plus généralement dans la société trouvent leur origine dans ces groupes mêmes, pas dans la société environnante* » (p. 59), constate l'auteur.

Et de fait, c'est dans la population d'origine turque (la communauté étrangère la plus importante en Allemagne) qu'on dénombre le plus fort taux de sortants du système scolaire sans qualification : 30 %. Or seule la réussite scolaire permet l'intégration *via* l'emploi. Mais c'est également dans la population musulmane que la part des personnes qui tirent leur revenu des seuls transferts sociaux est la plus élevée : alors que les Allemands de souche sont 8 %, et que ce taux varie entre 9 % (ressortissants de l'UE 24) et 13 % (Asie) dans les autres catégories, il est de 16 % pour les immigrés turcs, de 18 % pour les ressortissants de l'ex-Yougoslavie et même de 24 % pour ceux issus des pays d'Afrique.

Il se trouve que ces groupes sont « *aussi ceux qui se reproduisent le plus* », explique Thilo Sarrazin (p. 64) : alors que les résidents d'origine yougoslave, turque, proche et moyen-orientale, africaine, représentent 6 % de la population recensée en Allemagne, leur part est de près du double parmi les moins de 15 ans (11 %) ; et ils ont le taux de natalité le plus élevé. En cela, ils constituent « *une partie du problème démographique de l'Allemagne* » que l'auteur annonce ici, avant de le développer dans les chapitres suivants : c'est en effet sur la partie de la population la moins qualifiée, qui enregistre le plus fort taux d'échec scolaire et qui est la moins intégrée que repose en grande partie le renouvellement des générations.

C'est cet état de fait qui « *assombrit les perspectives d'évolution de l'Allemagne* » (p. 64). Car le « capital humain » même des Allemands de souche est en recul. Thilo Sarrazin présente alors d'in-

nombrables données sur l'état des qualifications en Allemagne et leur évolution en comparaison internationale (tirées des études PISA de l'OCDE ou de rapports allemands, dont la très précieuse étude au long cours de la société BASF sur les compétences élémentaires en orthographe et calcul des candidats à un poste d'apprentissage). Elles sont d'autant plus inquiétantes que ces données sont, ce qui est rarement le cas, mises ici en regard de diverses études sur la consolidation des couches inférieures de la société et leur « reproduction », ainsi qu'aurait pu le formuler Bourdieu.

Car l'ascenseur social qu'est la scolarité ou la formation professionnelle donne de sérieux signes de faiblesse. Et le danger pour l'avenir réside moins dans le coût que cela représente pour l'Etat providence (« *l'économie allemande est encore assez riche pour en supporter les coûts d'une manière ou d'une autre* »), que dans l'exclusion progressive d'une partie de la société et ses « *conséquences pour l'Etat dans son entier, la stabilité de la société et son avenir* » (p. 87). Dans ce contexte, l'auteur décrit comment ces évolutions ont sapé la base de l'électorat du SPD et son identité : les couches inférieures ont ressenti les réformes *Hartz* adoptées sous le chancelier Gerhard Schröder (SPD) comme une menace pour leurs « acquis sociaux » et se sont tournés vers Die Linke ; les couches moyennes, où la valeur de l'effort individuel est fortement ancrée et où l'ascenseur social fonctionne, votent aujourd'hui pour les Verts...

Un développement scientifiquement aventureux : l'intelligence est-elle innée ou est-elle le produit de la socialisation ?

Et Thilo Sarrazin poursuit son développement en y ajoutant une autre corrélation encore, dans une partie intitulée « *Intelligence et démographie* » (pp. 90-102). Sur la base du constat sociologique de la reproduction des diverses couches de la société, il relève que, parmi les élites (universitaires notamment), le taux de natalité est particulièrement faible. Ce fait est amplement connu, a impulsé diverses réorientations de la politique familiale⁴, mais il est rarement mis en relation avec la démographie à l'autre bout de l'échelle sociale, notamment dans la population immigrée ou de souche étrangère, et encore moins de manière différenciée selon les origines géographiques de celle-ci... Et il n'est pas non plus placé dans le contexte de la structure des qualifications, des différences constatées dans les études PISA ou de l'intégration dans le marché du travail. Thilo Sarrazin s'insurge ici (et à de nombreuses reprises ensuite) contre une lecture de l'exclusion qui ne veut considérer l'échec scolaire ou une socialisation difficile que comme les effets pervers du 'système' ou d'un manque de moyens budgétaires.

Cherchant à mieux présenter les enjeux de la problématique, il s'avance alors sur un terrain scientifiquement mouvant, rappelant que, selon un certain nombre de travaux en psychologie, « *l'intelligence est héréditaire dans une proportion de 50 à 80 %* ». Ce qualificatif d'héréditaire que Thilo Sarrazin emploie à plusieurs reprises et sur lequel se focalisent de nombreuses critiques est à l'évidence un raccourci. C'est surtout le principal point faible d'une argumentation qui, pour mieux démontrer les risques structurels pesant sur le modèle de société allemand, tente d'ajouter les conclusions de travaux de psychométrie hautement complexes et parfois contradictoires aux classiques approches économiques, budgétaires ou sociologiques.

Mais une lecture attentive des pages où est évoquée cette problématique permet de comprendre que l'auteur développe ici sur le concept d'intelligence avant tout une réflexion qui lui est toute personnelle, cherchant à déterminer la part respective de la Nature et de la Société (Culture) dans son existence et son développement. Et Thilo Sarrazin parvient à la conclusion que, si une part d'intelligence est innée (on pourrait l'appeler le capital de départ), c'est l'environnement sociétal et familial qui lui permet de se développer (éveil et développement des facultés intellectuelles). Or plus cet environnement est porteur, plus le niveau 'd'intelligence' serait élevé, qu'il s'agisse de celui d'un individu ou d'une société.

Et la phrase citée ci-dessus se poursuit ainsi : « *C'est pourquoi un comportement reproductif propre aux différentes couches implique malheureusement aussi que le potentiel intellectuel hérité de la population se réduit continûment. Cet effet qualitatif a des implications décisives à long terme sur l'avenir d'une société* » (pp. 91-92).

Quelques lignes plus loin, après avoir souligné que l'élite scientifique allemande des XIX^e et XX^e siècles compte une part étonnamment élevée de descendants de pasteurs protestants, il écrit : « Très tôt, les recherches scientifiques sur l'intelligence ont constaté que les Juifs d'origine européenne avaient un QI supérieur de 15 points à ceux des autres membres des peuples européens et de leurs descendants en Amérique du nord » (pp. 93-94). Et il établit une corrélation avec notamment le nombre de Prix Nobel ou d'artistes et d'universitaires réputés, avant de remarquer : « Cette intelligence supérieure en moyenne des Juifs s'explique par un processus de sélection d'une extraordinaire puissance à laquelle ils étaient exposés dans l'Occident chrétien » (p. 95). Suit un bref aperçu historique des métiers interdits et des domaines d'excellence. Visiblement, Thilo Sarrazin ne semble pas totalement satisfait de l'évocation du QI, et son raisonnement devient circulaire. Il revient souvent sur cet aspect pour rappeler que ce n'est pas cette unité de mesure en tant que telle qui l'intéresse dans sa réflexion, mais le fait que « les capacités intellectuelles des humains diffèrent foncièrement selon les individus et que ces différences sont partiellement [en italique dans le texte ; IB] héréditaires », ainsi qu'il le formule par exemple p. 98.

Les effets pervers des politiques sociales allemandes

Après cet état des lieux, l'auteur consacre les chapitres suivants à l'analyse des effets pervers induits par les politiques menées par l'Allemagne en matière de lutte contre la pauvreté, d'emploi, d'éducation/formation, d'immigration et de politique familiale.

Le chapitre 4 est donc consacré à « **La pauvreté et l'inégalité** », avec pour sous-titre : « **Beaucoup de bonnes intentions, peu de courage pour affronter la vérité** ». Après avoir défini le concept de pauvreté et des politiques afférentes dans toute leur complexité⁵ et alors qu'il passe en revue les diverses conséquences sur l'individu et la société, l'auteur s'arrête brièvement sur une question qui lui tient particulièrement à cœur : celle de la « *liberté et de l'auto-décision* ». Il raconte alors un entretien qu'il a eu avec une jeune femme bénéficiaire de *Hartz IV* qui décline les offres d'emploi qu'on lui fait dans son entourage « *parce que personne n'exerce de pression sur elle* », s'insurge Thilo Sarrazin, faisant allusion à la doctrine du « *Fördern und Fordern* » (*soutenir et exiger*) sur laquelle reposent les réformes sociales du second gouvernement Schröder⁶. « *Ce cas se présente des millions de fois en Allemagne, et c'est un scandale ! Par notre manière de réduire la pauvreté matérielle, nous promouvons des millions de fois la passivité, l'indolence ainsi que l'indigence intellectuelle et volons aux gens leur fierté et leur confiance en eux-mêmes* » (p. 128).

Et il rappelle un des effets pervers des transferts sociaux, bien connus des économistes mais qu'il est considéré comme peu opportun de rappeler auprès d'un plus large public : plus le nombre d'enfants est élevé, plus les revenus de transfert sont eux aussi élevés, les allocations par enfant apportant un complément non négligeable. « *Il y a une certaine logique économique dans le fait que la proportion d'enfants vivant dans des foyers de bénéficiaires de transferts soit deux fois plus élevée que celui des bénéficiaires eux-mêmes* » (p. 149). Et de rappeler que, alors que la part des enfants en âge scolaire vivant dans de tels foyers est de 16 % en moyenne nationale, elle s'établit à 25 % à Hambourg, 30 % à Brême et même à 35 % à Berlin, avant de conclure : « *Ce ne sont pas les enfants qui produisent de la pauvreté, mais plutôt les bénéficiaires de transferts qui produisent des enfants* » (p. 149).

Le chapitre 5 s'intitule : « **Travail et politique. Sur la disposition à travailler et les incitations à prendre un emploi** ». Comme les autres, ce chapitre est riche de données chiffrées. Et l'auteur, qui démontre au passage l'absurdité de salaires minima légaux uniformes, rappelle que le marché du travail est soumis à de profondes mutations : la part des emplois de simple production (qui requièrent de faibles qualifications) sont en net recul au profit des emplois tertiaires et/ou hautement qualifiés. Cela plaide moins pour une politique générale de formation adaptée à ces évolutions (en Allemagne, elle l'est plus largement que dans d'autres pays), que pour des mesures 'incitatives' (sanctions en cas de refus) de *type workfare* à destination des personnes à intégrer, telles que les développent par exemple les villes de Rotterdam ou de New York, conclut-il.

Le chapitre 6 aborde ensuite la problématique « *Education/formation et justice. Sur la différence entre ce qui est bon et ce qui est bien intentionné* ». L'auteur y oppose les « *optimistes de l'éducation/formation* » qui croient que l'individu peut tout apprendre et que s'il n'y parvient pas, il est victime « *du système* », et ceux qui croient au contraire « *au primat de la nature humaine et au fait que le don est donné à la naissance* » (p. 188). Aucun des deux camps ni de leur approche de la politique éducative n'emporte sa sympathie. Plus important, Thilo Sarrazin part ici en guerre contre « *un héritage néfaste des 68ards* », particulièrement prononcé à Berlin, Brême et Hambourg, les trois Länder qui se distinguent par les plus mauvais résultats d'Allemagne dans les études PISA : la faible exigence de la part des parents comme des enseignants qui, « *si elle va dans le sens du confort des adultes, abandonne au contraire les enfants et les jeunes à eux-mêmes* » (p. 202). Or dans ce domaine plus qu'ailleurs, les différences entre les milieux familiaux sont primordiales, menant à de meilleures performances scolaires (ou dans le système dual) des enfants des couches supérieures, reproduisant l'exclusion au bas de l'échelle sociale...

L'analyse détaillée des difficultés scolaires comme des résultats des études PISA révèle que les enfants qui se distinguent par une maîtrise défailante des *basic skills* que sont lecture et calcul et contribuent ainsi à tirer la moyenne allemande vers le bas sont essentiellement originaires de Turquie, d'Afrique, du Proche et du Moyen Orient. Parmi toute la population immigrée ou d'origine étrangère en effet, « *ce sont les seuls à avoir de grands problèmes linguistiques, ils représentent dans le même temps une partie essentielle des couches inférieures comme de la population bénéficiaire de transferts, et leurs enfants sont ceux qui rencontrent les plus grandes difficultés dans le système de formation allemand* » (p. 235).

Les raisons ne sont pas seulement le niveau de qualification souvent faible de leurs parents (surtout des femmes) généralement avancé, mais aussi un phénomène particulièrement prononcé de repli sur la culture du pays d'origine, notamment par télévision interposée. Cette ghettoïsation n'incite guère à l'apprentissage de la langue du pays d'accueil, y compris dans la seconde ou troisième génération. Cela plaide pour une scolarisation généralisée dès la petite enfance (la réflexion sur ce point était née en Allemagne après la première étude PISA) et un enseignement exclusivement en langue allemande, surtout dans les établissements accueillant une forte proportion, voire une large majorité d'enfants originaires de ces pays, comme c'est le cas notamment à Berlin.

Par-delà ces cas particuliers, les multiples réformes du système scolaire allemand au cours des décennies, les tendances pédagogiques à l'égalitarisme dont le corollaire est que les classes moyennes préfèrent désormais les écoles privées (en Allemagne, quelque 8 % des enfants de moins de 17 ans sont aujourd'hui inscrits dans le privé) plaident pour une vaste réflexion collective sans tabous non plus sur la seule structure future du système scolaire et de formation, mais aussi sur les performances comparées des différents établissements et cursus, et sur la mise en place d'un contrôle des connaissances régulier, indépendant et harmonisé.

Islamophobie ?

Le chapitre 7, qui s'intitule « *Immigration et intégration. Exiger plus, offrir moins* », est l'un de ceux qui ont le plus nourri les débats. S'il aborde de manière globale la question des flux migratoires sur le territoire européen, il se concentre tout particulièrement sur les immigrés en provenance des pays musulmans, la seule catégorie posant problème en termes d'intégration économique, sociale et culturelle.

Thilo Sarrazin critique vertement le rapport 2009 sur l'immigration présenté par le gouvernement fédéral (et réalisé par le Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung), qu'il estime « *lénifiant* » en tendance et auquel il reproche de se refuser à poser la question des différences culturelles et de spécifier l'origine géographique des personnes considérées (p. 261). Les données de Destatis sont certes plus fines, mais insuffisantes elles aussi à ses yeux. Sur les 15,4 millions d'habitants d'origine étrangère recensés en Allemagne en 2007 (immigrés de la première, deuxième ou troisième génération), au moins 4 millions sont issus de Turquie, d'Afrique, du Proche et du Moyen Orient. Sachant qu'il n'est pas possible d'identifier l'origine géographique de 4,6 millions de personnes, Thilo Sarrazin

estime qu'un nombre non négligeable d'entre eux sont très probablement issus des mêmes pays musulmans, ce qui pourrait porter selon lui le nombre d'individus originaires de ces pays à près de 7 millions. Peu importe au demeurant cette lecture du flou statistique, car ce qui lui importe avant tout, c'est la jeunesse de cette cohorte qui, avec moins de 30 ans en moyenne, est en âge de procréer (l'âge moyen de la population de souche allemande est de 45 ans).

Ce qui l'inquiète donc surtout, c'est l'accroissement rapide de cette population en Europe de l'ouest, passée de quelques individus en 1950 à aujourd'hui 15 à 20 millions. Cela l'amène à évoquer « *le cœur émotionnel du problème : par l'immigration musulmane et l'influence croissante de croyances religieuses islamistes, l'Occident se trouve confronté à des tendances autoritaires, pré-modernes et aussi anti-démocratiques qui ne dévient pas seulement sa vision identitaire, mais constituent aussi une menace directe de notre style de vie* » (p. 266).

Quelques lignes plus loin, l'auteur spécifie cette menace pesant sur la civilisation occidentale, ses valeurs et sa démographie. Et il remarque : « *Quiconque affirme cela sans ambages s'attire hostilité et critiques parmi lesquelles le reproche de 'islamophobie' est encore le moindre* » (p. 267). A l'appui de ses dires, il cite le politologue allemand d'origine syrienne Bassam Tibi et d'autres experts qui distinguent clairement entre islam et islamisme (intégrisme). Thilo Sarrazin incrimine alors « *cette armée de chargés d'intégration, de spécialistes de l'islam, de sociologues, de politologues, de représentants de fédérations et la nuée d'hommes politiques naïfs qui travaillent la main dans la main à lénifier la question, à se perdre dans l'illusion et à nier le problème* », rappelant qu'en Allemagne, la moindre critique formulée à l'encontre de l'islam attire invariablement à son auteur la vindicte médiatique qui se résume à l'équation suivante : « *islamophobie = racisme = antisémitisme = extrême droite = national-socialisme* » (p. 279).

Après ces préliminaires, l'auteur entre dans le vif du sujet, toujours chiffres à l'appui, développant la faible intégration des immigrés musulmans, surtout turcs, au plan économique (emploi) déjà évoquée plus haut. Il critique au passage les statistiques de l'Agence fédérale de Nuremberg sur les bénéficiaires de *Hartz IV*, pas assez détaillées à son goût en ce qui concerne l'origine de ces derniers. Ces lacunes sont partiellement comblées par une étude sur les personnes d'origine étrangère parmi les bénéficiaires de *Hartz IV*, présentée à l'automne 2009 par le ministère fédéral du Travail et des questions sociales. Thilo Sarrazin en résume ainsi les principales conclusions : « *un fort ancrage religieux chrétien renforce la volonté de réussir au plan professionnel et de s'intégrer dans le marché de l'emploi, un fort ancrage religieux musulman semble plutôt réduire [cette] volonté* » (p. 286).

L'intégration culturelle (niveaux de qualification) particulièrement faible dans cette population « *repose sur l'attitude des immigrés musulmans* » (p. 289), souligne-il un peu plus loin – en italiques dans le texte –, s'insurgeant contre ces intellectuels « *bien pensants* » qui refusent de considérer cet aspect qu'il développe ensuite : le faible niveau de qualification des turcs prend ses sources « *dans la structure patriarcale et autoritaire des familles turques, où la référence est moins la réussite individuelle que le bien du réseau familial* » (p. 293). Il étend ce constat à tous les immigrés musulmans sur le territoire européen où, caractéristique corollaire, se multiplient ainsi les « *sociétés parallèles* » (p. 294) dont le signe distinctif est le port du voile par les femmes (p. 299) et un fort taux de criminalité. Ces sociétés se coupent d'autant plus de la société du pays d'accueil qu'elles restent largement endogames. En Allemagne, 3 % seulement des jeunes hommes et 8 % des jeunes femmes d'origine turque épousent un(e) Allemand(e).

Après avoir rappelé que depuis le milieu des années 1970, c'est surtout la générosité de l'Etat social allemand qui attire les immigrés musulmans (p. 295), puis avoir décrit la situation du 'ghetto' du district de Neukölln (Berlin) et la démarche constructive de son maire Heinz Buschkowsky (SPD), Thilo Sarrazin en arrive au cœur de son propos dans la partie intitulée : « *Que voulons-nous ?* » (p. 308).

« *Chaque Etat ou société est en droit de décider librement qui il ou elle désire accueillir..., et il ou elle est en droit de veiller au respect de la culture et des traditions du pays* ». Une fois cela posé, l'auteur écrit : « *Je souhaite que, dans 100 ans, mes arrières petits-enfants puissent toujours vivre en Allemagne [en italiques dans le texte ; IB] s'ils le désirent. Je ne souhaite pas que le pays de mes petits-enfants et arrière-petits-enfants soit en grande partie musulman, qu'on y parle largement le*

turc et l'arabe, que les femmes y portent le foulard et que la journée soit ponctuée par l'appel du muezzin. Si je désire vivre cela, il me suffit de passer mes vacances en Orient » (p. 308).

Avouons que le trait de plume est fort ! Il semblerait toutefois que ce soit de propos délibéré, car quelques lignes plus loin, l'auteur cite le cas des petits pays comme la Hollande, la Belgique ou les Pays-Bas où l'impression d'une menace identitaire est beaucoup plus prononcée qu'en Allemagne et y fait le lit des partis d'extrême droite. C'est ce qui l'amène à écrire : « *Le développement tant redouté de l'extrémisme de droite ne se trouve pas favorisé par le fait que nous formulons clairement nos préférences et orientons sur elles notre action politique, mais par le fait que nous n'intervenons pas dans l'évolution des choses* » (p. 309).

Or Thilo Sarrazin plaide pour une nouvelle politique d'immigration qui pourrait s'inspirer du modèle canadien. Celle-ci doit être fondée sur « *des attentes sans ambiguïtés* » à l'encontre des arrivants. Ceux-ci doivent bénéficier d'un soutien, mais en contrepartie, ils doivent faire l'effort de s'intégrer ou de s'assimiler au pays d'accueil. Pour ce faire, il faut des incitations (scolarisation obligatoire des enfants dès l'âge de 3 ans), des exigences (maîtrise de l'allemand) et des sanctions en cas de non respect notamment des mesures d'insertion en emploi.

Plaidoyer pour une politique nataliste étrange

Le chapitre 8 (« Démographie et politique de natalité. Les plus intelligents doivent faire plus d'enfants avant qu'il ne soit trop tard ») est lui aussi le plus controversé dans sa partie relative aux projections démographiques à l'horizon 2050 et aux conclusions qu'en tire l'auteur. L'analyse (données statistiques à l'appui) de l'évolution des populations en Allemagne et dans le monde industrialisé depuis les années 1950 n'est pas en cause ; elle décrit l'état. Depuis les années 1960, le nombre de naissances enregistré dans la population de souche allemande s'est réduit de 70 % ; il n'est plus aujourd'hui que de 400 000 environ. Si cette tendance se poursuit, l'Allemagne sera un petit pays d'ici peu de générations.

Or ce qui intéresse l'auteur dans l'évolution du taux de natalité, c'est sa différenciation selon la structure de qualification de la population, une question dont il regrette qu'elle n'intéresse guère les démographes. Se basant sur les modèles de Destatis, il parvient ainsi à la conclusion que, dans la génération née de 1964 à 1968, le taux de natalité est de 1,86 enfant par femme chez les moins qualifiées, de 1,45 chez celles qui ont une qualification moyenne et de 1,26 seulement chez les plus qualifiées. Ce constat vient étayer la baisse structurelle du niveau d'intelligence évoquée au chapitre 3, de même que le suivant : alors que, dans la tranche d'âge des 15-35 ans, Destatis recense 74,9 % de femmes de souche allemande donnant naissance à 60,2 % des enfants, les jeunes femmes d'origine étrangère, alors qu'elles constituent moins du tiers de cette cohorte, donnent naissance à près de 40 % des enfants.

C'est dans ce contexte que figure la phrase de loin la plus critiquée de l'essai, et supprimée dans les éditions ultérieures de même que la référence à un article du magazine *Der Spiegel* consacré aux problèmes sanitaires soulevés par les mariages arrangés au sein de la famille et constatés par les milieux médicaux de Berlin (note n° 50, p. 443) : « *... chez les immigrés venant du Proche Orient jouent également un rôle important des antécédents génétiques – dus à la coutume locale du mariage entre consanguins – qui génèrent un taux supérieur à la moyenne de maladies héréditaires* » (p. 370).

Ce dernier chapitre – au demeurant assez peu cohérent au plan de la pensée comme de la démarche scientifiques – se termine sur une critique en règle de la politique familiale menée jusqu'ici en Allemagne, et débouche sur un catalogue de préconisations pour une politique visant à développer la natalité. Si on y trouve des idées classiques comme l'extension des infrastructures d'accueil de la petite enfance, on y trouve aussi des suggestions incongrues comme celle de verser une prime de 50 000 € par enfant aux jeunes femmes diplômées de l'université qui optent pour la maternité avant l'âge de 30 ans (*sic !*).

« *La nécessité d'agir est là. Les outils existent. Allons-nous nous atteler à la tâche ? Suspense* ». C'est par cette phrase-programme que se termine ce chapitre (p. 390).

Suivent – c'est le **chapitre 9 (« Un rêve et un cauchemar. L'Allemagne dans 100 ans »)** – deux scénarii de politique-fiction sur le mode de la satire politique.

Thilo Sarrazin semble visiblement conscient des limites de l'exercice scientifiquement périlleux auquel il s'est livré dans son essai, puisqu'il avoue, avant de laisser libre cours à son imagination : « *Bien entendu, il n'est pas possible d'établir une prévision scientifiquement solide sur ce que sera l'Allemagne dans 100 ans* » (p. 396)...

Isabelle Bourgeois, janvier 2011

¹ Voir I. Bourgeois, « Pas d'exception budgétaire pour Berlin », *Regards sur l'économie allemande*, n° 79/2006.

² Voir sur ce site le commentaire de l'ouvrage : « *Pourquoi l'Allemagne va mieux mais n'est pas encore guérie* » (http://www.cirac.u-cergy.fr/notes_de_lecture/article.php3?id_article=108).

³ Voir le rapport très détaillé de l'Office fédéral des Statistiques, une mine d'informations notamment sur l'intégration de la population immigrée ou d'origine immigrée dans le marché du travail : *Bevölkerung und Erwerbstätigkeit. Bevölkerung mit Migrationshintergrund – Ergebnisse des Mikrozensus 2009* (www.destatis.de). On en trouvera un résumé dans *Regards sur l'économie allemande*, n° 98-99/2010 ;

⁴ Voir W. Eichhorst, Eric Thode, « Priorité de l'Allemagne : concilier vies familiale et professionnelle », *Regards sur l'économie allemande*, n° 96/2010.

⁵ Voir M. Promberger, « 5 ans de Loi Hartz IV : continuité et ruptures dans les politiques allemandes pour l'emploi et contre la pauvreté », *Regards sur l'économie allemande*, n° 96/2010.

⁶ Voir I. Bourgeois, « Arrêt de Karlsruhe à propos de Hartz IV : une loi conforme mais perfectible », *Regards sur l'économie allemande*, n° 95/2010.